



LE SERVICE CITOYEN DANS « LA LOGIQUE DE L'INTÉRÊT BIEN COMPRIS »

Par Jean Blairon

On se souvient du fort argumentaire de Bernard De Vos à propos des « adolescents des villes et des ghettos » ; la privation principale qu'ils subissent est l'exclusion des mécanismes de solidarité active.

« Relégués à l'état d'objets de programmes d'éducation, d'animation ou d'insertion, il n'y a guère de raison d'espérer qu'ils soient sensibles, ni aux tracas, ni au sentiment d'insécurité que leurs conduites semblent provoquer ! »¹

L'auteur inscrit implicitement son raisonnement dans ce que Pierre Bourdieu a appelé la « logique de l'intérêt bien compris » ; le sociologue avait notamment montré que ceux qui recherchaient un profit économique par la diffusion d'œuvres culturelles avaient un intérêt bien compris à ne pas rechercher un profit à court terme : le profit à court terme ferait en effet disparaître les univers de création qui seuls peuvent produire ce que leur profit réclame.

Nous aimerions montrer ici que le service citoyen, comme accès à des mécanismes de solidarité active, doit aussi se raisonner dans la logique de l'intérêt bien compris.

Pour ce faire, nous considérerons la société comme un ensemble de *champs*, c'est-à-dire d'univers partiellement autonomes, qui sont régis par des règles propres qui ne trouvent leur sens qu'à l'intérieur de ce monde (par exemple « ne pas manger sa parole » dans le monde politique, la recherche de « l'art pour l'art » dans le champ artistique, etc.).

La question se pose dès lors dans ces termes : l'accès des jeunes à une expérience significative de désintéressement (l'expérience de solidarité active) est-elle dans « l'intérêt bien compris » des acteurs de l'un ou l'autre champ ?

La place du désintéressement dans le champ économique

Commençons par l'univers en apparence le plus éloigné de cet enjeu : le champ économique, tout entier mû, semble-t-il, par la logique utilitariste et la recherche du profit.

Les recherches de terrain menées par plusieurs sociologues du travail² conduisent à se faire une vision tout autre des lois qui régissent ce champ. L'efficacité, par exemple, dont on nous serine sans cesse qu'elle est obtenue par les méthodes modernes du management des ressources « humaines », se révèle à leur examen au moins autant située dans les logiques et solutions pratiques que construisent solidairement les collectifs de travailleurs. Ces logiques pratiques, souvent inaperçues des cadres, voire menacées par eux (ce qui est un fameux paradoxe), sont souvent inspirées par un « goût du travail bien fait » qui ne doit pas grand-chose à la poursuite de l'intérêt égoïste (combien d'ouvriers licenciés ne constatent-ils pas amèrement qu'ils le sont « après avoir tout donné »?).

1. B. De Vos, *Les Apaches des parkings*, Bruxelles, Labor, 1999, p. 82.

2. Cfr par exemple les travaux de Danièle Linhart et de Jean-Pierre Le Goff ; nous avons publié des interviews approfondies de ces auteurs sur notre site www.intermag.be

Le service citoyen dans « la logique de l'intérêt bien compris »

Cette construction collective, cet investissement créatif dans la recherche de solutions n'est pas qu'un puissant facteur d'efficacité : elle constitue aussi une participation à un univers de sens (la « conscience fière » ouvrière par exemple) et est vécue comme une contribution à la construction de la société.

Si les élites n'étaient pas aussi aveuglées par le faux modernisme des pseudo-méthodes néo-managériales (dont le vernis volontariste et technique semble suffire à asseoir la légitimité), elles identifieraient probablement l'importance fondamentale de l'acquisition de ces ressources si particulières (et qui font l'objet d'un déni et d'une exploitation peu aperçue).

Ce point nous semble d'autant plus être souligné que de nombreuses études montrent la corrélation entre le vote d'extrême-droite et la destruction d'un tissu économique régional. Par ailleurs, nous sommes contraints d'observer que le monde scolaire lui-même est de plus en plus obligé d'entrer dans une logique utilitariste (on se forme désormais pour pouvoir « s'insérer » -soi-disant- dans le monde du travail).

L'intérêt au désintéressement dans le champ politique

Il faudrait aussi pouvoir évoquer ici longuement la construction/déconstruction du concept d'« intérêt » que réalise Pierre Bourdieu dans deux de ses cours au Collège de France et qu'il a résumés dans son texte « Un acte désintéressé est-il possible ? »³.

L'auteur y rappelle que le champ politique est un univers où on a « intérêt » au désintéressement et que la question de la possibilité d'un acte désintéressé peut se ramener à celle « de savoir si l'on peut créer des univers dans lesquels les gens ont intérêt à l'universel » (concept incarné par exemple par l'idée d'intérêt général, l'idée de service public).

L'auteur répond à cette question : « La genèse d'univers de cette sorte n'est pas concevable si on ne se donne pas ce moteur (...) de la reconnaissance officielle du primat du groupe et des intérêts sur l'individu et ses intérêts que tous les groupes professent dans le fait même de s'affirmer comme tels. »⁴.

Ce « moteur » n'est pas, comme on le croit trop souvent, le résultat d'une « prise de conscience » et d'une décision volontariste, vertueuse et virtuose : il est le résultat de « l'incorporation d'une foule de schèmes pratiques de perception et d'appréhension »⁵, incorporation rendue possible par la fréquentation de microcosmes où le désintéressement existe et est récompensé (et donc renforcé).

Si le « sens de l'Etat » est encore au fondement de la démocratie, si celle-ci est toujours incarnée par « un univers dans lequel les agents sociaux n'ont pas d'intérêt personnel et sacrifient leurs intérêts propres au public, au service public, à l'universel »⁶, on voit tout de suite l'intérêt bien compris à ce que tous les citoyens puissent faire suffisamment l'expérience pratique de pareils microcosmes.

3. *In Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994.

4. *Op. cit.*, p. 166.

5. *Ibidem*, p. 164.

6. *Ibidem*, p. 160. On peut regretter dans ce contexte que les références de « gestion » des services publics soient de plus en plus délégitimées au profit de références managériales confuses et contre-nature.

L'intérêt d'éviter le « retournement » du champ social

On pourrait croire qu'il y a une équivalence de fait entre la logique du désintéressement et le travail social. Il n'en est malheureusement rien.

L'analyse de Félix Guattari doit être rappelée dans ce contexte : « Dès qu'on est obligé, par fonction, de s'occuper des autres, de les « assister », une sorte de rapport aseptique sado-masochiste s'institue qui pollue en profondeur les démarches en apparence les plus innocentes et les plus désintéressées. ».

L'auteur appelle en conséquence à la méfiance par rapport aux méthodes « qui se parent du prestige « scientifique » du néo-behaviorisme anglo-saxon » (qui ont de fait envahi les champ social et éducatif) et plaide pour une « micro-politique et un militantisme de type nouveau » : « Ce n'est pas au niveau des gestes, des équipements, des institutions, que le vrai métabolisme du désir – par exemple le désir de vivre – trouvera sa voie, mais dans un agencement des personnes, des fonctions, des rapports économiques et sociaux tourné vers *une politique d'ensemble de libération* »⁷.

Si le champ social ne veut pas être « retourné » en un instrument de contrôle d'autant plus redoutable qu'il n'est pas répressif⁸, son intérêt est de se connecter à une telle politique d'ensemble.

Mais l'argument se retourne aussi : si le service citoyen doit se mettre aussi au service de « l'intérêt bien compris » des passions spécifiques qui cimentent plusieurs champs et qui relèvent du désintéressement, il se doit d'être autre chose qu'un « équipement collectif de plus », voire un palliatif à l'allongement de la période d'entrée dans l'âge adulte.

Il doit être réellement ce microcosme où, collectivement et solidairement, s'expérimente dans la pratique un désintéressement libérateur.

L'enjeu de l'instauration de telles expériences nous semble finalement être de lutter contre l'assimilation de tous les univers de sens à une logique utilitariste et instrumentale. L'accès à une diversité des univers de sens (dont ceux qui sont mus par le désintéressement) nous paraît aussi important que les expériences de mixité sociale qui sont réclamées du bout des lèvres aujourd'hui.

Et puisqu'une commission parlementaire se penche sur la « mégalomanie » incontrôlée des anciens dirigeants de Dexia, nous espérons qu'elle versera au compte de cette pathologie le projet insensé où la banque s'adressait, via son site internet, aux jeunes de ce pays, qu'elle avait baptisés « axionnaires », en leur demandant de comparer leur argent de poche à la moyenne régionale et de s'interroger si leurs parents n'étaient pas de « piètres sponsors » pour eux, dans la mesure où ils leur auraient demandé trop de « corvées » en échange de ce pécule...

7. Toutes les citations de ce passage sont issues de la page 173 de *La révolution moléculaire*, Fontenay-sous-Bois, éditions Recherches, 1977.

8. Il se présente en effet comme sous les traits de la promotion de la liberté (néanmoins obligatoire sous peine de sanctions) d'entreprendre, de faire des projets, de « bouger », « se réaliser », etc.